

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

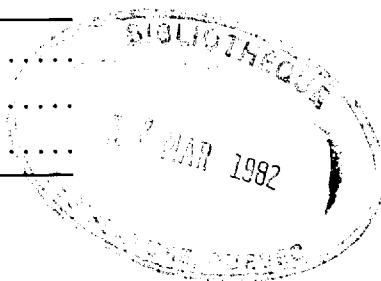
TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 250 (PRIVÉ)

Loi concernant la ville de Victoriaville

Première lecture
Deuxième lecture
Troisième lecture



PRÉSENTÉ

Par M. JACQUES BARIL

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 1

Projet de loi n° 250 (PRIVÉ)

Loi concernant la ville de Victoriaville

ATTENDU que la ville de Victoriaville a adopté un règlement numéro 250 n.s. établissant un fonds de pension pour ses employés mais que les veuves de deux de ses anciens employés ne peuvent en bénéficier;

Qu'elle a été autorisée, par le chapitre 75 des lois de 1970, à leur verser, à compter du 1^{er} janvier 1970, une pension mensuelle;

Qu'il y a lieu de hausser les montants de la pension payable à ces personnes et de prévoir une formule d'indexation de ces montants;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. La ville de Victoriaville peut, par résolution, accorder à la veuve de Alexandre Boucher, sa vie durant, une pension annuelle de deux mille quatre cents dollars, payable à même les fonds généraux de la municipalité et ce, à compter du 1^{er} janvier 1982.

2. La ville peut, par résolution, accorder à la veuve de Odilon Hamel, sa vie durant, une pension annuelle de mille neuf cent quatre-vingts dollars, payable à même les fonds généraux de la municipalité et ce, à compter du 1^{er} janvier 1982.

3. La ville peut, à sa discrétion et par résolution du conseil, augmenter pour une année donnée le montant de la pension à être versée à ces personnes, s'il y a eu augmentation des prix à la consommation pour cette année-là par rapport à l'année immédiatement précédente selon la moyenne de l'indice des prix à la consommation au Canada tel que publié par Statistique Canada.

L'augmentation, s'il y a lieu, doit être dans un pourcentage n'excédant pas le taux d'augmentation des prix à la consommation pour cette année-là et être calculée d'après le montant de la pension payée au cours de l'année immédiatement précédente.

Dès qu'une augmentation a été consentie aux termes du présent article, le montant de la pension à être versée pour les années postérieures ne doit en aucun cas être inférieur au montant de la pension ainsi augmentée.

4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.